



KPMG SA
15 Rue Pré Paillard
CS 20121
74940 Annecy

ASSOCIATION AGENCE ALPINE DES TERRITOIRES - AGATE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Association Agence Alpine des Territoires - AGATE

Bâtiment l'Evolution - 25 rue Jean Pellerin - 73000 Chambéry

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
15 Rue Pré Paillard
CS 20121
74940 Annecy

Association Agence Alpine des Territoires - AGATE

Bâtiment l'Evolution - 25 rue Jean Pellerin - 73000 Chambéry

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Au conseil d'administration de l'Association Agence Alpine des Territoires - AGATE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Agence Alpine des Territoires - AGATE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Annecy, le 14 mai 2024

KPMG SA



Commissaire aux comptes

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	5 828	5 828		
Concessions, brevets et droits assimilés				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	33 217	32 932	285	1 882
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	31 107	31 107		
Autres immobilisations corporelles	418 930	287 723	131 207	107 755
Immob. en cours / Avances & acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	2 790		2 790	2 790
Prêts				
Autres immobilisations financières	830		830	830
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	492 702	357 590	135 112	113 257
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services	213 202		213 202	140 075
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Créances				
Clients et comptes rattachés	556 707	90	556 617	730 892
Fournisseurs débiteurs	12		12	2
Personnel	9		9	1 442
Etat, Impôts sur les bénéfices				
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	4 823		4 823	5 868
Autres créances	190 400		190 400	199 104
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement	928 156		928 156	741 704
Disponibilités	247 090		247 090	348 746
Charges constatées d'avance	51 762		51 762	69 764
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 192 160	90	2 192 070	2 237 598
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	2 684 863	357 680	2 327 182	2 350 855

Bilan

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
PASSIF		
Capital social ou individuel	928 349	745 599
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	43 559	182 750
Subventions d'investissement	18 542	27 917
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	990 450	956 266
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	5 349	
Provisions pour charges	383 679	368 899
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	389 028	368 899
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Emprunts et dettes financières diverses - Associés		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	136 334	108 680
Personnel	106 486	96 436
Organismes sociaux	242 922	207 197
Etat, Impôts sur les bénéfices	24 043	1 597
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	85 284	113 340
Etat, Obligations cautionnées		
Autres dettes fiscales et sociales	9 442	10 561
Dettes fiscales et sociales	468 177	429 131
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	380	528
Produits constatés d'avance	342 813	487 351
TOTAL DETTES	947 704	1 025 690
Ecarts de conversion - Passif		
TOTAL PASSIF	2 327 182	2 350 855

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Ventes de marchandises						
Production vendue	4 090 581	95,52	4 429 376	99,12	-338 795	-7,65
Production stockée	73 127	1,71	-62 206	-1,39	135 333	-217,56
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation	191 849	4,48	39 506	0,88	152 343	385,62
Reprises et Transferts de charge	72 902	1,70	74 256	1,66	-1 354	-1,82
Cotisations						
Autres produits	16		44		-27	-62,35
Produits d'exploitation	4 428 476	103,41	4 480 976	100,27	-52 500	-1,17
Achats de marchandises						
Variation de stock de marchandises						
Achats de matières premières						
Variation de stock de matières premières						
Autres achats non stockés et charges externes	612 183	14,30	732 839	16,40	-120 655	-16,46
Impôts et taxes	260 080	6,07	256 119	5,73	3 961	1,55
Salaires et Traitements	2 405 265	56,17	2 281 614	51,06	123 650	5,42
Charges sociales	1 009 233	23,57	966 435	21,63	42 798	4,43
Amortissements et provisions	62 316	1,46	69 362	1,55	-7 046	-10,16
Autres charges	39 072	0,91	58 879	1,32	-19 806	-33,64
Charges d'exploitation	4 388 150	102,47	4 365 248	97,68	22 902	0,52
RESULTAT D'EXPLOITATION	40 326	0,94	115 728	2,59	-75 402	-65,15
Opérations faites en commun						
Produits financiers	21 566	0,50	2 107	0,05	19 459	923,68
Charges financières			23		-23	-100,00
Résultat financier	21 566	0,50	2 083	0,05	19 482	935,18
RESULTAT COURANT	61 891	1,45	117 811	2,64	-55 920	-47,47
Produits exceptionnels	11 510	0,27	101 609	2,27	-90 099	-88,67
Charges exceptionnelles	5 799	0,14	35 073	0,78	-29 274	-83,47
Résultat exceptionnel	5 711	0,13	66 536	1,49	-60 825	-91,42
Impôts sur les bénéfices	24 043	0,56	1 597	0,04	22 446	NS
Report des ressources non utilisées						
Engagements à réaliser						
EXCEDENT OU DEFICIT	43 559	1,02	182 750	4,09	-139 191	-76,16

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : AGENCE ALPINE DES TERRITOIRES AGATE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 2 327 182 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 43 559 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 04/04/2024 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Activité 2023

Les missions récurrentes d'Agate (Assistance technique, contrats d'études) atteignent un niveau d'activité en léger retrait par rapport à 2022.

Le développement du pôle informatisation et assistance aux collectivités avec le renforcement de l'assistance métier, le financement de plusieurs missions numériques dans le cadre du plan France Relance de l'Etat et la recherche d'autres financements contribuent à l'équilibre de l'ensemble de notre activité.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, ainsi qu'aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables pour l'ensemble des points non visés dans le règlement ci-dessus.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Stocks et en cours :

Les en cours sont calculés selon méthode de l'avancement, en fonction des temps passés à la fin de l'exercice.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

Règles et méthodes comptables

- Taux d'actualisation : 3,4 %
- Taux de croissance des salaires : 4 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation du personnel : 5 %
- Table de taux de mortalité : TG 05

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	5 828			5 828
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	33 217			33 217
Immobilisations incorporelles	39 045			39 045
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	31 107			31 107
- Installations générales, agencements aménagements divers	90 635	1 496		92 131
- Matériel de transport	10 729			10 729
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	248 264	67 805		316 069
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	380 736	69 301		450 037
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	2 790			2 790
- Prêts et autres immobilisations financières	830			830
Immobilisations financières	3 620			3 620
ACTIF IMMOBILISE	423 401	69 301		492 702

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		69 301		69 301
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		69 301		69 301
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	5 828			5 828
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	31 336	1 596		32 932
Immobilisations incorporelles	37 164	1 596		38 760
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	31 107			31 107
- Installations générales, agencements aménagement divers	47 216	8 945		56 161
- Matériel de transport	10 337	392		10 729
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	184 320	36 513		220 834
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	272 981	45 850		318 830
ACTIF IMMOBILISE	310 144	47 446		357 590

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 804 543 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	830		830
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	556 707	556 707	
Autres	195 244	195 244	
Charges constatées d'avance	51 762	51 762	
Total	804 543	803 713	830
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
FOURNISSEURS AVOIRS NON PARVENUS	12
PRODUITS A RECEVOIR	183 500
INTERETS COURUS A RECEVOIR	353
Total	183 865

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	15 854	90	15 854	90
Total	15 854	90	15 854	90
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		90	15 854	
Financières				
Exceptionnelles				

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	368 899	14 780			383 679
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges		5 349			5 349
Total	368 899	20 129			389 028
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		14 780			
Financières					
Exceptionnelles		5 349			

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 947 704 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	136 334	136 334		
Dettes fiscales et sociales	468 177	468 177		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	380	380		
Produits constatés d'avance	342 813	342 813		
Total	947 704	947 704		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FACTURES NON PARVENUES	45 513
PROVISION CONGES A PAYER	105 205
PERSONNEL NOTES DE FRAIS	516
CHARGES SOCIALES/CONGES	57 862
ORG.SOC. CHARGES A PAYER	3 700
ETAT CHARGES A PAYER	715
CLIENTS AVOIR A ETABLIR	380
Total	213 891

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTAT.D AVANCE	51 762		
Total	51 762		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES AVANCE	342 813		
Total	342 813		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire
Honoraire de certification des comptes : 9 675 euros
Honoraire des autres services : 0 euros

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeant s'est élevé à 205 641 euros.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
Autres engagements reçus	
Legs nets à réaliser	
Total	

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 383 679 euros

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 383 679 euros

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total		
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		

Les contributions volontaires ne sont pas valorisées en pied de compte de résultat. Les activités multiples de l'association ne permettent pas d'établir ce suivi.